



RÉGION ACADÉMIQUE ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique
Île-de-France
Service Régional des Achats

Cahier des clauses particulières

Appel d'offres ouvert

OBJET DE LA CONSULTATION :

Marché interacadémique de fourniture et livraison de matériels et logiciels adaptés pour les élèves et agents en situation de handicap.

Numéro de référence du marché : MATER-LOGI-ADAPTES-RAIDF-2025

Sommaire

1.	Préambule	4
2.	Objet du marché	4
3.	Contexte du marché	4
4.	Périmètre d'exécution du marché	5
5.	Forme et montant du marché	5
6.	Durée du marché	5
7.	Allotissement	6
8.	Documents contractuels	7
9.	Clause sociale de formation sous statut scolaire	7
10.	Clauses environnementales	9
10.1	Communication du BEGES et plan de transition associé	9
10.2	Modalités de déclaration des achats issus du réemploi et du recyclage	10
10.3	Emballages	10
10.4	Gestion des déchets issus des prestations du marché	10
11.	Description des prestations	11
11.1	Conseil et assistance à la commande	11
11.2	Prestation d'accompagnement	11
11.3	Prestation de formation	12
11.4	Service après-vente	12
11.5	Garantie	12
11.6	Portabilité du matériel	13
11.7	Dispositions applicables au mobilier de bureau et aux assises ergonomiques	13
12.	Suivi du marché	13
12.1	Suivi de l'exécution	13
12.2	Clause d'évolution de produits	14
13.	Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France	14
13.1	Obligations du titulaire	14
13.1.1	Obligations d'information	14
13.1.2	Obligations de résultat	14
13.1.3	Obligation de confidentialité	14
13.2	Obligations de la région académique d'Île-de-France	15
14.	Pénalités	15
14.1	Pénalités pour retard	15
14.2	Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire	15
14.3	Pénalités pour non-respect de la clause environnementale	16
14.3.1	Pénalité pour non-communication du BEGES	16
14.3.2	Pénalité pour non-communication des informations relatives aux achats issus du réemploi et du recyclage	16
14.3.3	Pénalité relative pour non-communication des informations relatives aux emballages ...	16

14.3.4	Pénalité relative pour non-respect des attentes en matière de gestion des déchets issus des prestations du marché.....	16
15.	Modalités de commande.....	16
16.	Livraison	17
16.1.1	Lieux de livraison	17
16.1.2	Bons de livraison	18
17.	Prix et facturation	18
17.1	Forme du prix	18
17.2	Variation du prix.....	19
17.2.1	Mois d'établissement des prix.....	19
17.2.2	Choix des indices de référence.....	19
17.3	Modalités de révision des prix.....	20
17.4	Facturation.....	20
17.5	Modalités de règlement.....	21
17.6	Clause de sauvegarde	21
18.	Avance.....	21
18.1	Dispositions générales.....	21
18.2	Les accords-cadres à bons de commande.....	21
19.	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	22
20.	Sous-traitance	22
21.	Opérations de vérifications.....	23
22.	Admission	23
23.	Documents à fournir pendant le marché	23
24.	Cession du marché.....	24
25.	Clause de réexamen.....	24
26.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	24
27.	Résiliation.....	24
27.1	Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	24
27.2	Résiliation pour faute.....	24
27.3	Résiliation pour événements liés au marché	24
27.4	Résiliation de plein droit	25
28.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	25
29.	Différends et litiges.....	25
30.	Dérogations aux documents généraux	26

1. Préambule

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Dans le cadre de la politique achat de la région académique d'Île-de-France, les trois académies franciliennes mutualisent leurs besoins.

La région académique Auvergne-Rhône-Alpes comprend les académies de Lyon, Clermont-Ferrand et Grenoble.

La région académique Bourgogne-Franche-Comté comprend les académies de Besançon et Dijon.

La région académique Bretagne comprend l'académie de Rennes.

La région académique Centre-Val de Loire comprend l'académie d'Orléans-Tours.

La région académique Grand Est comprend les académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg.

La région académique Hauts-de-France comprend les académies d'Amiens et Lille.

La région académique Nouvelle-Aquitaine comprend les académies de Bordeaux, Limoges et Poitiers.

Désignation :

Les académies de Paris, Créteil et Versailles sont désignées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) sous l'appellation « La région académique d'Île-de-France » qui agit en qualité de coordonnateur du groupement de commandes ;

« La région académique d'Île-de-France » est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA ».

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de matériels et logiciels adaptés pour les élèves et agents en situation de handicap des régions académiques d'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est, Guyane, Hauts-de-France, Normandie et Nouvelle-Aquitaine et le service de l'action administrative et des moyens de l'administration centrale.

3. Contexte du marché

Le présent accord-cadre vise à répondre aux besoins des élèves et agents en situation de handicap dans l'aménagement personnalisé de leurs outils et espaces de travail.

Le matériel pédagogique adapté (MPA), notifié par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), permet aux élèves de poursuivre un parcours de formation dans les établissements scolaires. Son usage est précisé dans le projet personnalisé de scolarisation (PPS). L'Éducation nationale met à disposition de l'élève le matériel pour un usage strictement scolaire. Les services en charge du matériel pédagogique adapté travaillent en collaboration avec les familles, la MDPH, et les conseillers d'orientation-psychologues (COP). Ils reçoivent les livraisons, contrôlent le matériel et l'attribuent ensuite, contre convention, aux élèves.

Parallèlement, le ministère de l'Éducation nationale mène une politique handicap volontariste en s'appuyant sur les services des ressources humaines et la mission handicap académique. Conjointement avec les correspondants handicap et la médecine du travail, ces services accompagnent les agents dans l'adaptation et l'aménagement de leur poste de travail dans le cadre de la compensation de leur situation de handicap.

L'accompagnement des élèves et des agents repose sur une forte dimension humaine dès l'expression du besoin. Cet accompagnement, indissociable de la fourniture du matériel, reposera notamment sur le titulaire du marché.

4. Périmètre d'exécution du marché

Les prestations seront exécutées :

- pour les lots n°1, n°2 et n°3 : les prestations seront exécutées sur l'ensemble des départements constituant le groupement de commandes.
- pour les autres lots, les prestations seront exécutées sur l'ensemble des départements :
 - de la région académique d'Île-de-France et de l'académie de Normandie pour le lot n°4 ;
 - de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes pour le lot n°5 ;
 - de la région académique Bourgogne-Franche-Comté pour le lot n°6 ;
 - de la région académique Bretagne pour le lot n°7 ;
 - de la région académique Centre-Val de Loire pour le lot n°8 ;
 - de la région académique Grand Est pour le lot n°9.

5. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 1° du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 31 480 000 € HT** pour sa durée totale.

Le **montant estimatif** du marché, sur sa durée maximale, est de **12 912 000 € HT**.

Le **montant maximum** de l'accord-cadre constitue un engagement juridique prévoyant que l'acheteur ne peut plus passer de commande au-delà du seuil maximum. Le contrat se termine et cesse de produire des effets dès que ce seuil est atteint. Il est à différencier de la **valeur estimée** qui n'implique pas d'engagement juridique.

6. Durée du marché

Le présent marché est conclu, au plus tôt, à compter de la date prévisionnelle du 20 janvier 2026 pour une période de **douze (12) mois**. En cas de notification postérieure à cette date, le marché sera conclu à compter de la date de notification.

Il est ensuite **renouvelable trois (3) fois un (1) an, par reconduction tacite**. La durée totale du marché ne pourra excéder **quarante-huit (48) mois**. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La région académique d'Île-de-France, coordonnateur du groupement de commandes, se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

7. Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

- **Lot n°1 – acquisition de solutions logicielles, de licences et des prestations associées, adaptées aux handicaps « dys », aux handicaps moteurs et aux troubles de la communication.**

Montant global maximum de 5 217 500 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **2 087 000 € HT.**

- **Lot n°2 – acquisition de solutions matérielles et des prestations associées, adaptées aux handicaps moteurs et aux troubles de la communication.**

Montant global maximum de 7 657 500 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **3 063 000 € HT.**

- **Lot n°3 – acquisition de solutions matérielles, logicielles et des prestations associées pour personnes présentant des déficiences visuelles.**

Montant global maximum de 6 720 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **2 688 000 € HT.**

- **Lot n°4 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Île-de-France et Normandie).**

Montant global maximum de 2 347 500 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **939 000 € HT.**

- **Lot n°5 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Auvergne-Rhône-Alpes).**

Montant global maximum de 3 600 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **1 440 000 € HT.**

- **Lot n°6 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Bourgogne-Franche-Comté).**

Montant global maximum de 500 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **200 000 € HT.**

- **Lot n°7 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Bretagne).**

Montant global maximum de 1 000 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **400 000 € HT.**

- **Lot n°8 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Centre-Val de Loire).**

Montant global maximum de 1 237 500 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **495 000 € HT.**

- **Lot n°9 – mobiliers de bureau, assises ergonomiques, accessoires et prestations associées (zone géographique Grand Est).**

Montant global maximum de 3 200 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **1 600 000 € HT.**

Le **montant maximum** de l'accord-cadre constitue un engagement juridique prévoyant que l'acheteur ne peut plus passer de commande au-delà du seuil maximum. Le contrat se termine et cesse de

produire des effets dès que ce seuil est atteint. Il est à différencier de la **valeur estimée** qui n'implique pas d'engagement juridique.

8. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement du marché (ATTRI1);
- l'onglet « **BPU** » (bordereau des prix unitaires) de l'annexe financière à l'acte d'engagement (AF) et le(s) catalogue(s) annexé(s) ;
- le présent Cahier des clauses particulières (CCP);
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- en cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seuls foi ;
- la fiche entreprise (relative à la clause sociale sous statut scolaire).

Le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-FCS est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. De telles clauses sont considérées nulles et non avenues.

9. Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du Code de l'éducation);
- soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du Code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du Code de l'éducation);
- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de mille-trois-cent-cinquante heures (1 350h) à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction, à répartir entre le ou les titulaire(s) de chacun des lots comme suit :

- lot n°1 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°2 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°3 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°4 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°5 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°6 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°7 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°8 : cent-cinquante heures (150h);
- lot n°9 : cent-cinquante heures (150h).

Le(s) titulaire(s) peut(peuvent) dépasser le volume horaire s'il(s) le souhaite(nt).

À l'initiative de l'acteur de l'Éducation nationale, le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Encadrement de l'élève :

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées. Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Si le jeune bénéficiaire est accompagné par la MLDS, c'est un tuteur pédagogique qui est désigné.

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Étapes de mise en œuvre du stage :

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue - peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le titulaire transmet également au représentant du pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Dans ce cas, l'académie et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du Code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Éducation nationale, puis validées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du Code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

À l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation :

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au référent de l'Éducation nationale les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou du référent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au représentant du pouvoir adjudicateur :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- le bilan croisé.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

10. Clauses environnementales

10.1 Communication du BEGES et plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de

performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant cinq cents (500) salariés ou plus.

10.2 Modalités de déclaration des achats issus du réemploi et du recyclage

Pour toutes les catégories de produits prévues en annexe du [décret n°2024-134 du 21 février 2024](#) relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'État de produits en plastique à usage unique, le titulaire du marché devra, pour chacune des familles d'achat concernées par son marché (mobilier et aménagement d'intérieur, matériel informatique et téléphonique), à la demande du pouvoir adjudicateur communiquer les informations suivantes pour chaque année d'exécution et pour chaque région académique ou académie :

- montant HT des produits concernés ;
- montant HT des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- montant HT des produits intégrant des matières recyclées.

Le titulaire communique ces informations au plus tard le 31 janvier de l'année N le suivi de l'année précédente (du 1er janvier au 31 décembre de l'année N-1). Les documents sont transmis par le titulaire à la région académique d'Île-de-France par voie électronique, à l'adresse suivante : sra@region-academique-idf.fr.

Cette clause est applicable dès lors que les produits visés dans l'annexe du décret n°2024-134 du 21 février 2024 entrent dans le champ des prestations couvertes par le présent marché.

10.3 Emballages

Le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger les articles livrés.

Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

Le titulaire s'engage également à favoriser les emballages recyclés / recyclables / issus de ressources renouvelables.

Les emballages en carton ou en papier kraft sont à privilégier par rapport aux plastiques.

Les emballages des solutions respectent les exigences suivantes :

- conception permettant leur recyclage et/ou leur réutilisation ; exclusion des métaux lourds (plomb, cadmium, mercure et chrome hexavalent) ;
- plastiques contenus sans polymères halogénés et marqués selon la norme ISO 11469 ou équivalent ;
- exclusion du polychlorure de vinyle (PVC) des emballages à usage unique ;
- priorité donnée aux mono-matériaux facilement recyclables ainsi qu'aux matériaux biodégradables ou recyclés.

Le titulaire transmet, à la demande de la région académique d'Île-de-France, tout document justifiant du caractère écoresponsable des emballages utilisés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

10.4 Gestion des déchets issus des prestations du marché

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte et de tri des déchets créés par les prestations objets du présent marché, pendant toute sa durée, vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée pour toute évacuation et tout recyclage de déchets.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la région académique d'Île-de-France, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution des prestations et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au présent CCP.

11. Description des prestations

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de matériels et logiciels destinés aux élèves et agents en situation de handicap.

L'accord-cadre prévoit également les prestations associées suivantes :

- le conseil et l'assistance à la commande ;
- le cas échéant les prestations de services optionnelles ;
- la livraison complète franco de port des produits et services ;
- l'installation du matériel le cas échéant ;
- la portabilité du matériel le cas échéant ;
- la gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés ;
- la gestion de la fourniture des matériels manquants ;
- la garantie des matériels ;
- la disponibilité des produits et services associés pendant la période de garantie.

Le contact pourra être différent selon la région du service adhérent.

11.1 Conseil et assistance à la commande

Le titulaire s'engage à accompagner les services adhérents dans la passation des commandes en apportant un conseil sur le choix des matériels et logiciels. Pour cela, le titulaire fournira notamment une documentation électronique téléchargeable, en français, décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des logiciels et matériels fournis et permettant leur mise en œuvre. Le titulaire mettra également à disposition des services adhérents un contact unique, par région ou par académie, joignable par téléphone et courriel, pour le conseil à la commande.

Pour les lots n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9, le titulaire s'engage à permettre au personnel en situation de handicap d'essayer les modèles dont il dispose avant passation de la commande. Cet essai devra pouvoir se faire dans les locaux de l'académie où travaille le personnel, sur prise de rendez-vous avec le bénéficiaire.

La durée d'essai est fixée à dix (10) jours ouvrés minimum (du lundi au vendredi). En cas de présence partielle de l'agent (télétravail ou mi-temps thérapeutique), cette période pourra être prolongée afin de garantir un essai effectif de dix (10) jours ouvrés. Un compte rendu du test comprenant l'avis du bénéficiaire sera adressé par le titulaire au donneur d'ordre. En cas de test non-concluant, un nouvel essai sera proposé dans les mêmes conditions, sans frais.

Ces essais ne peuvent faire l'objet d'aucune facturation.

11.2 Prestation d'accompagnement

Les titulaires devront pouvoir proposer, conformément à leur cadre de réponse technique, un accompagnement direct à l'utilisation des produits qu'ils vendent. Cet accompagnement doit pouvoir se faire sur le matériel et les logiciels, à propos de leur installation et de leur paramétrage, sur le site de la région académique ou de l'académie, ou dans les locaux du fournisseur ainsi qu'à distance.

Cette prestation ne peut faire l'objet d'aucune facturation.

11.3 Prestation de formation

Le titulaire proposera, **pour les lots n°1, n°2 et n°3**, une prestation de formation, conformément aux prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires. Cette prestation concernera notamment les formateurs pédagogiques. La formation dispensée par le titulaire doit apporter un niveau de connaissance suffisant pour être autonome dans l'utilisation du matériel et des logiciels acquis.

La prestation s'entend comme une formation animée par un formateur expérimenté sur le matériel ou le logiciel concerné, effectuée sur le site du bénéficiaire, pour une personne ou pour un groupe de personnes (auquel cas le titulaire et le demandeur devront s'accorder sur l'organisation logistique de la session).

Ces formations seront illustrées par un support informatisé permettant aux participants de s'y référer ultérieurement.

11.4 Service après-vente

Le titulaire met à disposition des services adhérents un contact unique gratuit pour les besoins de support après-vente. Le contact pourra être différent selon la région ou l'académie du service adhérent. L'accès au service de support doit pouvoir se faire par téléphone, pendant les horaires normaux de bureau (au minimum entre 9h-12h et entre 14h-16h30 du lundi au vendredi), par courriel ou par internet.

Le titulaire assure au minimum un support technique de premier niveau en contact direct avec l'utilisateur final ou une procédure d'escalade auprès de l'éditeur ou du fournisseur, en cas d'incapacité du titulaire à résoudre le problème.

Lorsqu'un produit est acquis avec sa maintenance, le titulaire s'engage à fournir les services associés conformément aux conditions définies par l'éditeur ou le fournisseur.

11.5 Garantie

Chaque produit présenté doit être conforme à la réglementation française et européenne en vigueur, en termes de qualité, de conformité et de garantie légale. Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, **la garantie applicable au présent marché sera au minimum de deux (2) ans, quelles que soient les fournitures. Pour les lots n°2, n°3, n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9**, les candidats indiqueront la durée de la garantie proposée pour chaque ligne concernée, qu'elle soit conforme au minimum de deux (2) ans ou supérieure.

Le point de départ de cette garantie débute à partir de la date d'admission du matériel.

Le titulaire s'engage, pendant la période de garantie, à assurer le service après-vente de logistique suivant : remplacement des éléments défectueux ainsi que, **concernant les lots n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9**, les éléments dont les peintures ou vernis ne résisteront pas à l'usure normale (livraison et montage inclus dans la garantie).

Le prêt d'un produit de remplacement, adapté, devra s'effectuer durant le temps de réparation, si celui-ci est inférieur à cinq (5) semaines calendaires. Il s'agira pour le titulaire de répondre au mieux au besoin des élèves ou des agents en situation de handicap.

Si le délai de réparation, estimatif ou réel, dépasse les cinq (5) semaines calendaires, le titulaire devra fournir une solution : échange ou prêt d'un matériel neuf équivalent.

Pour les régions et académies de métropole et l'administration centrale :

Les retours du matériel sous garantie sont à la charge du titulaire. Il appartient au fournisseur d'en prévoir la récupération ainsi que le retour.

La prestation de prêt ne peut faire l'objet d'aucune facturation.

Les interventions sur le matériel hors garantie se feront sur devis.

Pour la région académique de Guyane :

Le transport du matériel sera aux frais et charges de la région académique de Guyane.

11.6 Portabilité du matériel

Pour les lots n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9, le titulaire assure la portabilité du matériel acheté dans le cadre de ce marché ou précédemment à ce marché. La portabilité ne s'étend qu'aux matériels provenant du titulaire.

Le titulaire assure le retrait du matériel et la livraison sur rendez-vous et dans les mêmes conditions que la livraison d'un nouveau matériel. Il est entendu que la portabilité du matériel par le titulaire garantit la continuité de la garantie en cours.

Le titulaire assure l'installation du matériel sur le nouveau poste de l'agent.

11.7 Dispositions applicables au mobilier de bureau et aux assises ergonomiques

Les candidats ont la possibilité de proposer du mobilier de bureau et des assises ergonomiques issus du réemploi ou de la réutilisation. À cette fin, ils complètent la section du BPU prévue à cet effet, en y indiquant la remise consentie, par rapport au prix public qu'il pratique pour un mobilier neuf équivalent ou une assise neuve équivalente, dans le cadre du présent marché.

Les candidats précisent sur quels types de mobilier et/ou d'assise la remise s'applique et indiquent, dans le cadre de réponse, la proportion, en pourcentage, de références issues du réemploi ou de la réutilisation qu'ils s'engagent à proposer, par rapport au nombre total de références figurant au BPU.

Cette disposition, non obligatoire pour les candidats, vise à promouvoir l'économie circulaire. Toute proposition s'inscrivant dans cette démarche sera valorisée dans la notation du critère environnemental.

Il n'est pas attendu des titulaires qu'ils disposent d'un stock constant, cela étant incompatible avec le caractère aléatoire des gisements liés à ce type de fournitures. Il s'agit plutôt de permettre aux donneurs d'ordre qui le souhaitent de recourir à cette solution, lorsque lesdites fournitures sont disponibles.

Les notions de réemploi et de réutilisation s'entendent au sens de l'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement.

Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. La réutilisation fait appel au processus défini comme « une préparation en vue de la réutilisation ; c'est-à-dire toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement. »

Le mobilier utilisant 100 % de matériaux recyclés (même issus d'anciens meubles) n'entre pas dans cette définition.

12. Suivi du marché

12.1 Suivi de l'exécution

Afin d'assurer un suivi régulier du marché, le titulaire fournira au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France à la fin de chaque semestre :

- un bilan des quantités et articles commandés au BPU par les différents services prescripteurs ;
- un bilan des quantités et articles commandés au catalogue du titulaire par les différents services prescripteurs.

Et, à la fin de chaque année, si le titulaire emploie des personnes en situation de handicap :

- l'attestation relative aux achats effectués auprès d'un mandataire représentant des entreprises adaptées, des établissements ou services d'aide par le travail, des travailleurs indépendants handicapés et des entreprises de portage salarial.

L'attestation transmise devra faire apparaître le calcul du montant à valoriser dans le cadre de la déduction avant plafonnement.

Une **réunion de bilan** sur l'exécution du marché sera organisée une (1) fois par an, en présence du SRA, des services prescripteurs et du titulaire.

Des **réunions ad hoc** pourront être organisées, à la demande des services prescripteurs ou du titulaire.

12.2 Clause d'évolution de produits

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, un matériel ou un logiciel référencé au BPU n'existe plus au catalogue des constructeurs ou éditeurs, le titulaire proposera par courrier un changement de référence du matériel et/ou du logiciel.

La demande doit être motivée, elle indique les caractéristiques techniques du nouveau logiciel / matériel proposé et contient une analyse comparative permettant de vérifier que l'ensemble de ces caractéristiques présente des performances au moins équivalentes ou supérieures à celles du matériel initial. La demande indique également à quelle date le titulaire souhaite procéder à la substitution.

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA) pourra demander au titulaire de mettre à sa disposition un exemplaire du nouveau logiciel / matériel proposé, afin de le tester pendant une durée ne pouvant excéder cinq (5) semaines calendaires. La livraison du logiciel (si support physique) / matériel sur le lieu de tests et leur reprise sont à la charge du titulaire. Ce logiciel / matériel pourra être testé par un élève ou un agent en situation de handicap.

Pour l'Outre-mer, le logiciel / matériel de prêt sera mis à disposition dans les locaux du fournisseur. Le transporteur sera en charge de le collecter, puis de le rapporter. Le délai reste de cinq (5) semaines calendaires au maximum.

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA) se réserve la possibilité d'accepter, sur demande du titulaire, les remplacements de références susceptibles d'intervenir sur un matériel ou logiciel.

13. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France

13.1 Obligations du titulaire

13.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

13.1.2 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

13.1.3 Obligation de confidentialité

Dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière

strictement confidentielle et ne soient en aucun cas diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

13.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France, en tant que coordinateur du groupement de commandes, met à la disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations demandées. L'obligation vaut pour tous les membres du groupement de commandes, a fortiori pour les lots avec des zones géographiques.

Toutes les demandes d'informations entre la région académique d'Île-de-France et le titulaire, questions et réponses, se font par écrit, de préférence sous forme d'un message électronique.

14. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder vingt pour cent (20 %) du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1 000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours ouvrés. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours ouvrés pour contester par voie électronique les pénalités auprès du SRA : sra@region-academique-idf.fr.

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

14.1 Pénalités pour retard

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

14.2 Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue au présent CCP les pénalités suivantes :

- cinq cents euros (500 €) si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;

- cinquante euros (50 €) par jour ouvré de retard en cas de non-transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;

- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non-réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le cahier des charges.

Dans le cas où la clause sociale de formation sous statut scolaire serait impossible à mettre en œuvre notamment en raison de l'absence de bénéficiaire, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire.

14.3 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

14.3.1 Pénalité pour non-communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue au présent CCP, une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500 €) en cas de non-communication du BEGES.

14.3.2 Pénalité pour non-communication des informations relatives aux achats issus du réemploi et du recyclage

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication des montants relatifs aux produits issus du réemploi et du recyclage prévue au présent CCP, une pénalité forfaitaire de cinq cents euros (500 €) en cas de non-communication des informations relatives au montant des produits issus du réemploi et du recyclage.

14.3.3 Pénalité relative pour non-communication des informations relatives aux emballages

Si, à la demande de la région académique d'Île-de-France et en application du présent CCP, le titulaire ne transmet aucun document justifiant du caractère éco-responsable des emballages utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de trois cents euros (300 €).

14.3.4 Pénalité relative pour non-respect des attentes en matière de gestion des déchets issus des prestations du marché

Une pénalité de cinquante euros (50 €) par jour ouvré, jusqu'au rétablissement ou à la remise en ordre par le titulaire, est appliquée en cas de manquement à l'une des obligations suivantes :

- les déchets issus des prestations du marché n'ont pas été évacués du lieu de livraison ;
- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) n'ont pas été transmis, en réponse à une demande formulée par la région académique d'Île-de-France et après mise en demeure restée infructueuse.

15. Modalités de commande

Les régions académiques, les académies et l'administration centrale adhérentes au groupement de commandes, listées dans l'objet du marché, émettent selon leurs besoins des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Toutes les prestations relatives au présent accord-cadre font l'objet de bons de commande.

Pour les articles non référencés dans le BPU du titulaire, mais qui entrent dans l'objet du lot, le titulaire sera invité à compléter son offre par écrit, sous forme de devis, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés. Le titulaire s'engage à respecter le pourcentage minimum de réduction catalogue renseigné dans son BPU. Le titulaire s'engage pour cela à transmettre par voie dématérialisée au service régional des achats, et aux destinataires indiqués après notification, un catalogue de ses produits, en langue française, illustré par des photographies représentatives de chacun des produits, et affichant les prix publics.

Chaque bon de commande est obligatoirement transmis via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation) : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire une commande, il doit obligatoirement en aviser le service ayant émis la commande dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande. Un produit de remplacement peut alors être proposé sous réserve d'acceptation expresse par le service.

Il est précisé, sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- le numéro de l'engagement juridique (EJ) ;
- la référence du marché ;
- la désignation et les quantités détaillées des prestations demandées en référence aux BPU ou au catalogue ;
- le délai de livraison ou la date de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- le numéro de devis ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant HT et TTC de chaque prestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, l'absence de réserve émise par le titulaire dans les deux (2) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

16. Livraison

Les prix des matériels et logiciels s'entendent frais de livraison inclus dans les conditions décrites ci-après. Les risques afférents au transport et à la livraison sont à la charge du titulaire.

Toute commande de prestations adressée au titulaire fixe un délai de livraison et/ou d'exécution. Ce délai est fixé conformément aux engagements figurant dans la proposition technique du titulaire, sans toutefois pouvoir excéder, pour l'ensemble des lots, un maximum de quinze (15) jours ouvrés (du lundi au vendredi) à partir de la réception de la commande, sauf indication contraire du donneur d'ordre ou sauf cas exceptionnel et dûment justifié par le titulaire, tel qu'une rupture de stock. Si le titulaire n'est pas en mesure d'apporter de justificatifs, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard correspondantes en cas de besoin.

Il est rappelé que le titulaire devra signaler au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA) tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le titulaire devra donc informer le service adhérent de tout délai supplémentaire et en apporter la justification.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, les frais supplémentaires de livraison engendrés par une quelconque difficulté sont à la charge du titulaire.

Un délai de livraison pourra être accordé au titulaire, sous réserve de validation expresse par le donneur d'ordre, si celui-ci permet de réduire l'impact environnemental lié au transport et aux modalités de livraison (exemple : tournée de livraison, conditionnement, etc.). Le cas échéant, le nouveau délai de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités de retard.

16.1.1 Lieux de livraison

Livraison pour un élève

La livraison du matériel à destination des élèves s'effectuera sur le site du service adhérent compétent. La liste des sites (**un site par département des régions et académies adhérentes**) sera transmise au titulaire après notification du contrat. La livraison devra se faire sur rendez-vous entre le titulaire et le service adhérent, du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture du service.

Le titulaire établit une facture après chaque livraison, même si la commande est incomplète.

Le numéro de l'engagement juridique (EJ), à savoir le numéro du bon de commande, devra figurer obligatoirement sur la facture émise.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera mise à la charge du titulaire du marché et ne pourra être facturée au bénéficiaire. Ceci n'exonère pas le titulaire des pénalités de retard, qui restent applicables, tant que le matériel objet de ladite commande n'est pas livré.

Livraison pour un agent

Dans le cadre d'une commande pour un agent d'une académie adhérente, il sera demandé une livraison du produit sur le lieu d'exercice professionnel du bénéficiaire (service de la région académique, de l'académie, établissement scolaire public ou privé, domicile de l'agent ou autre). **Le titulaire doit être en mesure de livrer sur tout le territoire géographique du lot pour lequel il a été désigné comme titulaire.**

Les livraisons doivent être validées par le service handicap puis effectuées sur rendez-vous uniquement, rendez-vous fixé entre l'agent bénéficiaire et le titulaire. Toute livraison présentée en dehors des jours ou horaires demandés par l'agent bénéficiaire pourra être refusée par l'administration. La livraison refusée sera alors à la charge du titulaire. Ceci n'exonère pas le titulaire des pénalités de retard, qui restent applicables, tant que le matériel objet de ladite commande n'est pas livré.

Pour les lots n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9, le titulaire monte et règle le matériel et le cas échéant, ses accessoires, en présence de l'agent bénéficiaire. La personne en charge du montage et du réglage du matériel doit posséder les compétences requises pour analyser le poste de travail, le repositionner si besoin et proposer des solutions adaptées dans le but d'améliorer les conditions de travail (conseils sur la posture, le placement du bureau, de l'écran, du clavier, du téléphone, etc.).

Disposition particulière aux académies d'Outre-mer

Il ne sera pas demandé de livraison de matériels en Outre-Mer. Un transporteur prendra en charge les colis, directement chez le titulaire et réalisera leur acheminement vers les académies concernées. Les tarifs des produits seront facturés hors taxes, sans frais de livraison.

16.1.2 Bons de livraison

La livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison qui précisera :

- le nom du titulaire du lot et son adresse ;
- le numéro du bon de commande ;
- le nom et numéro du lot ;
- la date de livraison ;
- le lieu et le service destinataire de la commande ;
- l'identification des fournitures et, le cas échéant, leur répartition par colis ;
- les quantités livrées.

Sans signature de l'agent bénéficiaire ou du service destinataire sur le bon de livraison, la marchandise sera considérée comme non-reçue.

Les services prescripteurs s'engagent à informer dès réception le titulaire d'une éventuelle erreur de livraison. Si les matériels livrés ne correspondent pas à la commande passée ou aux spécifications du marché, ils seront refusés aux frais et risques du titulaire, qui devra effectuer une nouvelle livraison, conforme. Les pénalités de retard pourront s'appliquer.

17. Prix et facturation

17.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charges sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

N. B. les académies d'Outre-mer n'étant pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les prix qui leur sont appliqués sont exprimés en hors taxe. Il est à noter que la TVA n'est provisoirement pas applicable dans le département de la Guyane, conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts.

Les taux de remises accordés sur les prix de vente au public du titulaire sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

En cas d'offre promotionnelle exceptionnelle ou de baisse conjoncturelle du prix public d'un produit figurant dans le catalogue du titulaire, celui-ci devra appliquer le prix promotionnel, s'il est inférieur au prix indiqué au BPU ou à celui résultant de l'application du taux de remise mentionné au BPU.

Le titulaire devra alors fournir la modification tarifaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à la région académique d'Île-de-France qui le transmettra ensuite aux différents membres du groupement à des fins de communication aux comptables publics concernés.

17.2 Variation du prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date anniversaire du marché. La date anniversaire du marché correspond à la date de notification. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

17.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois zéro (M0)**. Le mois **M0** correspond au mois de la date limite de remise des offres.

17.2.2 Choix des indices de référence

Les indices de références choisis en raison de leur structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché sont les indices :

• pour le lot n°1

Pour les logiciels : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 58.2 – Édition de logiciels (indice INSEE – identifiant [010766522](#))

• pour le lot n°2

Pour le matériel : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques (indice INSEE – identifiant [010764341](#)).

• pour le lot n°3

Pour les logiciels : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 58.2 – Édition de logiciels (indice INSEE – identifiant [010766522](#))

Pour le matériel : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques (indice INSEE – identifiant [010764341](#)).

• pour les lots n°4, n°5, n°6, n°7, n°8 et n°9

Pour le mobilier de bureau : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin (indice INSEE - identifiant [010764262](#)).

Pour le matériel : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques (indice INSEE – identifiant [010764341](#)).

17.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = P0 (S / S0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P0 = le prix initial de l'accord-cadre (prix défini le mois de la date limite de remise des offres).

S = la dernière valeur connue de l'indice de référence à la date de calcul de la révision.

S0 = valeur de l'indice de référence le mois (ou le trimestre, dans le cas de l'indice 010766522) précédent le mois du dépôt des offres.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient est calculé au millième près, arrondi en conformité avec les règles mathématiques.

En application du coefficient retenu, l'arrondi mathématique est effectué sur les prix du marché.

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France, à l'adresse suivante : sra@region-academique-idf.fr, au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire a l'obligation de joindre à sa demande la nouvelle annexe financière révisée. En cas d'absence de transmission de la part du titulaire dans le délai prescrit, les prix ne sont pas révisés.

Les nouveaux tarifs seront applicables pour tous les bons de commande émis après l'acceptation formelle de la révision des prix par le SRA par courriel.

17.4 Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation). Seul le dépôt de la facture sur ce portail fait courir les délais de paiement des services prescripteurs.

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Informations à utiliser pour la facturation électronique sur Chorus Pro :

- indiquer lors du dépôt, dans le bloc destinataire que le destinataire est l'Etat ;
- reprendre les mentions du bon de commande pour indiquer le numéro de l'engagement juridique concerné et le code de service exécutant selon l'académie concernée par la facture.

Parallèlement au dépôt de la facture sur la plateforme Chorus Pro, une copie de cette facture, accompagnée du bon de livraison signé, devra être adressée par courriel au service prescripteur (ou acheteur).

Une facture est impérativement émise pour chaque bon de commande.

Chaque bon de commande sera facturé auprès de la région académique ou de l'académie ou de l'administration centrale à l'origine du bon de commande considéré et cela tout au long de la durée d'exécution du marché. Il est rappelé au titulaire du marché que les régions académiques et/ou les académies et/ou l'administration centrale restent seules compétentes pour la facturation de leurs propres bons de commande.

Les services prescripteurs se libèrent des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

17.5 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Cette facture au nom de l'académie concernée devra comporter :

- le numéro d'EJ ;
- le nom du personnel bénéficiaire.

L'admission (ou validation) des prestations donne lieu à son règlement dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

17.6 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision de résiliation au titulaire par le pouvoir adjudicateur, que la décision soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou à la demande du titulaire et que cette dernière ait été acceptée par le pouvoir adjudicateur.

18. Avance

18.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

18.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros (50 000 € HT) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq pour cent (5 %) du montant du bon de commande.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le taux légal de l'avance pour les PME est de trente pour cent (30 %).

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

19. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture sur Chorus. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionnés n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

20. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;

- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat))
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-FCS.

21. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives, sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 27.1 sans qu'il soit dérogé aux articles 27.2 et 27.3, lorsqu'ils sont applicables, et 28.2 du CCAG-FCS, sauf pour les fournitures concernées par une période d'essai.

Pour ces fournitures, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le point de départ du délai de vérification correspond à la date d'envoi du compte rendu de test qui est adressé par le titulaire au donneur d'ordre.

22. Admission

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, les matériels reconnus défectueux ou non conformes à la commande devront être repris par le titulaire, à ses frais et remplacés à ses frais, dans les délais et selon les modalités de livraison indiqués dans le mémoire technique du titulaire.

23. Documents à fournir pendant le marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-FCS.

24. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

25. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, qui pourra également être sollicitée par un membre du groupement, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'un service ou une direction n'étant pas partie au marché mais relevant d'une région académique adhérente au marché souhaite s'y ajouter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

26. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

27. Résiliation

27.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, sauf pour les accords-cadres à bons de commande.

27.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 41 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour faute, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du Code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- en cas de refus ou d'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

27.3 Résiliation pour événements liés au marché

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'auraient pas été fournies.

27.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- la force majeure ;
- la disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 39 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

28. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

29. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 46 du CCAG-FCS. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du Code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisée dans le règlement de consultation.

30. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
Article 8	Article 4.1
Article 11.5	Article 33
Article 14	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 15	Article 3.7.2
Article 16	Article 21.4
Article 17.3	Article 10.2.3
Article 21	Article 28.2
Article 22	Article 30
Article 29.2	Article 41.2
Article 29.3	Article 40